

## Enquête data

# Le nouvel élu est jeune, diplômé et sans enfant

L'analyse de la composition du Conseil municipal de la Ville révèle des surprises.

**Théo Allegrezza**  
**Cécile Denayrouse**

À quoi ressemble le conseiller municipal? Pour le savoir, la «Tribune de Genève» a envoyé un questionnaire aux 80 nouveaux élus en, qui ont entamé leur mandat de cinq ans en Ville début juin. Ils sont 70 à avoir joué le jeu et accepté de répondre à une vingtaine de questions portant sur leur niveau de formation, leur activité professionnelle ou encore leur situation familiale. Ces éléments permettent d'offrir une photographie data inédite du plus grand Délibératif du Canton.

Verdict? Le conseiller municipal nouveau est arrivé et il est plus jeune, souvent sans enfant, locataire, hyper diplômé et très impliqué dans le monde associatif local. Fait inédit: 50% des élus sont des élus.

## Femme

Le Municipal compte désormais autant d'hommes que de femmes. C'est la première fois que le parlement d'une grande ville suisse atteint la parité. «La mouvance née autour des questions d'égalité et de la grève des femmes l'an dernier a suscité des vocations», analyse Pascal Sciarini, politologue à l'Université de Genève (Unige), précisant que l'élection en nombre de candidates s'explique aussi par leur présence plus importante sur les listes des partis.

## Nouveau

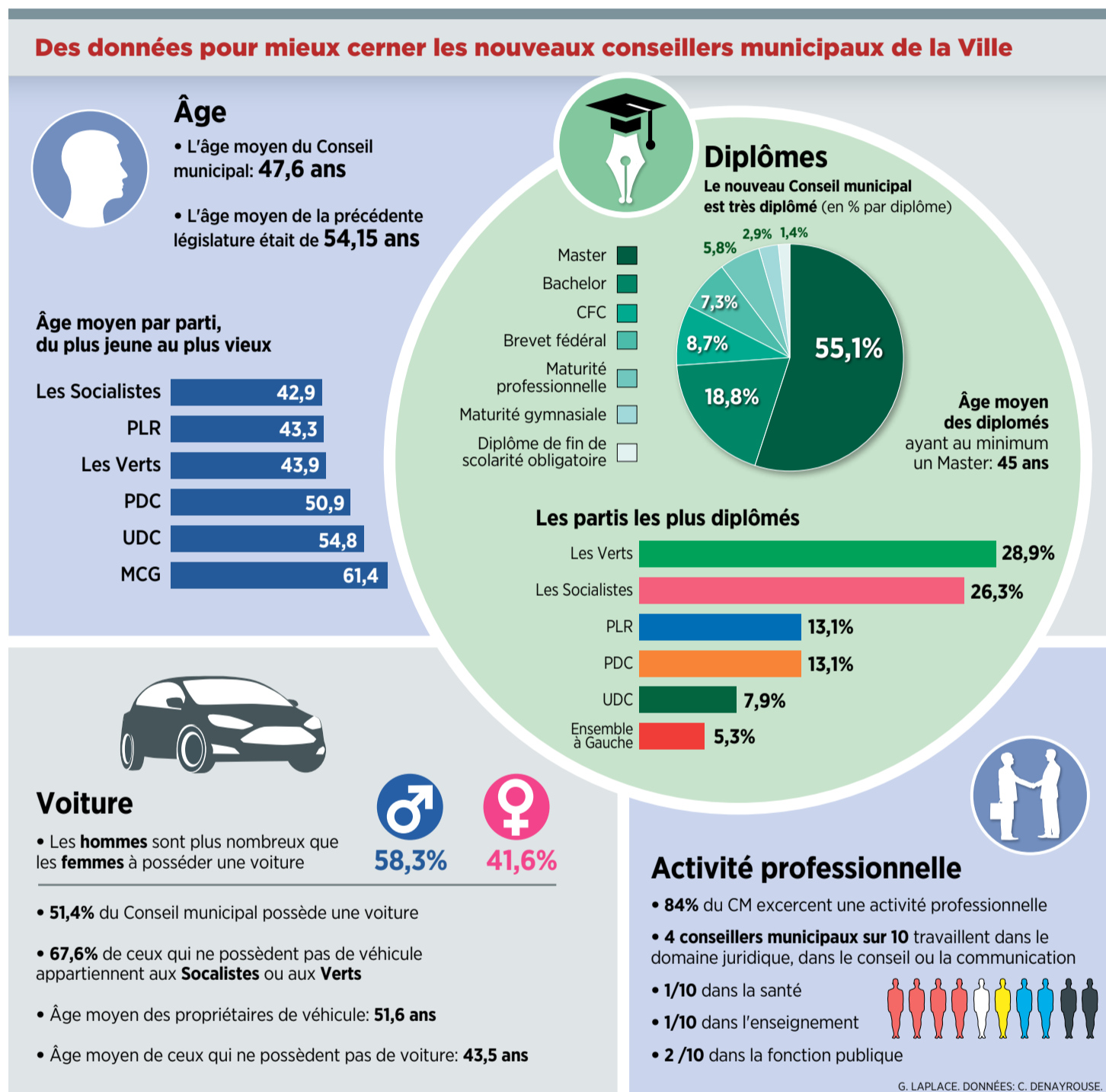
Plus de la moitié des élus (45 sur 80) ne siégeaient pas dans l'hémicycle lors de la précédente législature. Ce large renouvellement se ressent en particulier au sein du PS et des Verts, les grands vainqueurs des élections de ce printemps, puisque deux tiers de leur groupe respectif se composent de néophytes.

## Jeune

Le parlement s'est offert une véritable cure de jouvence. Le conseiller municipal a désormais six ans de moins que son prédécesseur, l'âge moyen étant de 47,6 ans contre 54,2 ans à la fin de la législature précédente. La moyenne tombe même à 41,9 ans si l'on ne prend en compte que les nouveaux élus. Les plus jeunes gonflent les rangs socialistes, libéraux-radicaux et Verts. Le MCG a la moyenne d'âge la plus élevée (61,4 ans). «Les plus petites formations ont recours à des politiciens ayant certaine expérience et notoriété afin d'en faire leur locomotive. Les plus grands partis, qui ne sont pas menacés par le quorum, peuvent se permettre d'aller chercher des candidats moins connus», explique Roberto Di Capua, chercheur à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne (Unil).

## Sans enfant

Il est frappant de constater que deux tiers des élus n'ont pas d'en-



«Les gens qui considèrent ne pas avoir une formation suffisante excluent souvent la possibilité de briguer un mandat de conseiller

fants ou alors ces derniers sont majeurs. C'est surtout au sein de la nouvelle génération que s'observe le phénomène. Parmi les 29 élus qui ont moins de 45 ans, 19 n'ont pas d'enfants (66%). Il s'agit en majorité de socialistes et de Verts. La recrudescence de jeunes ménages sans enfants s'observe aussi auprès de la population citadine genevoise, mais dans des proportions moins importantes.

«Cela montre qu'il est toujours compliqué de s'engager en politique lorsqu'on a des enfants en bas âge», résume Pascal Sciarini. La politique, c'est du temps. En Ville, il y a habituellement deux séances plénières par mois (17h30-23h), auxquelles s'ajoutent celles de commissions et les différents caucus organisés par les partis. Une activité difficilement compatible avec une vie familiale - et professionnelle. «L'accès au Municipal est réservé à ceux qui ont une certaine souplesse d'organisation», complète le politologue.

## Hyper diplômé

C'est l'un des enseignements majeurs de notre enquête. Au-

jourd'hui, le politicien, même à un niveau local, est hyper diplômé. En Ville, plus de 70% des conseillers municipaux sont au bénéfice d'un titre universitaire, 55% d'un master. C'est bien plus que la moyenne genevoise de 37% qui, comparée à d'autres villes, s'avère déjà très élevée. Pascal Sciarini ne s'attendait pas à ce résultat, même si «l'élévation du niveau d'éducation dans les parlements est une tendance lourde depuis plusieurs années». Roberto Di Capua, lui, l'a observée dans le cadre de sa thèse portant sur les membres des législatifs des villes de Zurich, Lausanne, Lucerne et Lugano depuis 1945.

Pour le doctorant de l'Unil, l'enjeu réside surtout dans la constitution des listes. Elles déterminent le résultat de l'élection. «Les partis composent souvent leur liste en fonction de leur électoral. Depuis les années 1980, celui du Parti socialiste - et des Verts - compte toujours davantage d'universitaires.» Roberto Di Capua observe par ailleurs une «diversification» des formations. «Auparavant, les élus, souvent de

droite d'ailleurs, faisaient du droit ou une école polytechnique fédérale. Aujourd'hui, on en voit qui suivent un cursus en lettres, en sciences humaines ou de l'environnement.»

Tout comme Roberto Di Capua, Pascal Sciarini constate l'existence d'un «biais de sélection». «Les gens qui considèrent ne pas avoir une formation suffisante excluent souvent la possibilité de briguer un tel mandat», rapporte le professeur au Département de science politique.

## Fonctionnaire

Alors que le précédent Municipal comptait plusieurs retraités, 84% des élus exercent une activité professionnelle. L'écrasante majorité travaille dans le secteur tertiaire, avec près d'une moitié active dans le domaine juridique (avocats), dans le conseil ou la communication. D'après nos recherches, un conseiller municipal sur cinq travaille dans la fonction publique. Cela concerne un tiers du groupe socialiste.

Roberto Di Capua observe la disparition du «salarié subalterne

du secteur privé». «Toute une série d'emplois qui se réfèrent à des couches populaires sont aux abonnés absents», relève le chercheur, citant les employés de commerce, mais aussi les électriciens, les maçons et les ouvriers du bâtiment, tous «pourtant largement représentés dans la population vivant en ville».

## Actif

Neuf conseillers municipaux sur dix sont membres de plusieurs associations à la fois, quand ils n'en sont pas carrément aux manettes. «C'est une manière d'élargir son réseau et d'affirmer une identité politique par rapport à des thèmes spécifiques», souligne Roberto Di Capua. Le chercheur remarque que les associations jouent un rôle plus important dans le débat public. Les partis n'en sont plus les seuls acteurs centraux. Pascal Sciarini rappelle la «forte densité» du tissu associatif dans les villes et à Genève en particulier. «Les associations sont des foyers de recrutement pour les partis, notamment à gauche», observe le politologue. ProVélo et l'Asloca sont ainsi fortement représentés.

Par ailleurs, 20% des conseillers municipaux siègent par ailleurs dans un conseil d'administration. Il est fréquent que les partis aient droit à un siège et envoient certains de leurs élus, voire de leurs membres.

## Locataire

La quasi totalité (89%) des conseillers municipaux est locataire. Une proportion conforme à la moyenne genevoise (91%), selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique. Genève est la ville suisse qui compte la plus faible proportion de propriétaires devant Lausanne et Zurich. Les élus sont équitablement répartis entre la rive droite et la rive gauche, avec Saint-Jean, les Eaux-Vives et la Servette comme quartiers de prédilection.

Les six élus ayant répondu être propriétaires de leur logement ont plus de 45 ans. Ils sont PDC, PLR ou MCG. Huit élus ont indiqué disposer d'une résidence secondaire, dont trois socialistes.

## Sans voiture

Au diapason d'une population dont les pratiques en matière de mobilité sont en pleine mutation, seule une moitié de conseillers municipaux possède une voiture. «Ce n'est pas surprenant dans la mesure où il y a désormais une majorité d'élus de gauche, lesquels par idéologie ou par commodité préfèrent se déplacer à vélo ou à pied», commente Pascal Sciarini. Deux tiers des socialistes et des Verts n'ont ainsi pas de véhicule. Les données montrent également que les politiciens ayant des enfants ont plus tendance à avoir une voiture que les autres.

Les dix conseillers municipaux n'ayant pas répondu au questionnaire se répartissent équitablement entre la gauche (2 PS, 2